

Des voix: Poursuivez.

M. l'Orateur suppléant: Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour continuer? La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Fortin: Monsieur l'Orateur, je remercie mes honorables collègues de leur condescendance à mon égard. J'étais précisément à terminer mes remarques.

Nous réclamons que le gouvernement se porte garant des dettes de la Home Oil, afin que cette compagnie ne soit plus dorénavant esclave des taux d'intérêt. Au fait, elle paie \$200,000 d'intérêt par mois. Si le gouvernement se portait garant des dettes de cette compagnie, il la redonnerait aux Canadiens. Lorsqu'on sait qu'environ 99 p. 100 de l'industrie pétrolière canadienne appartient aux Américains, c'est le moins que le gouvernement puisse faire, s'il est vraiment canadien. Il doit agir immédiatement et avec précision. Il doit non seulement adopter une politique à court terme, mais aussi à long terme, non pas pour jeter les Américains hors du Canada, mais pour leur dire que le Canada appartient aux Canadiens.

[Traduction]

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'espérais suivre le ministre, puisque ce débat est motivé par une affaire urgente. Je pensais que le ministre parlerait une fois que les chefs des trois partis de l'opposition auraient exprimé leurs points de vue, ne serait-ce que pour indiquer la position du gouvernement. Toute la question a une importance énorme pour notre pays et il faudrait que nous connaissions l'intention du gouvernement. Je prétends qu'il s'agit, en l'occurrence, de bien plus que de la Home Oil. Nous devons considérer l'affaire dans la perspective des événements internationaux pour en apprécier la gravité et l'importance d'avoir une compagnie canadienne qui ne se ressent pas ni ne dépend de la situation internationale des pétroles.

Pendant des années, les grandes compagnies pétrolières du monde ont pu faire jouer les intérêts d'un pays producteur de pétrole contre ceux d'un autre. L'intrigue, à la James Bond, a donné lieu à une longue suite de péripéties. En suivant cette méthode, les compagnies ont pu conserver le contrôle des marchés internationaux du pétrole. Seuls se sont abstenus de ce jeu les pays comme l'Italie et d'autres pays d'Europe qui se sont dotés d'entreprises nationales. Les pays producteurs de pétrole ont décidé de s'allier pour faire échec à cette activité internationale des compagnies pétrolières. Sous peu, si ce n'est maintenant, le Canada se trouvera dans la même situation que les autres pays dépourvus de pétrole, de politiques de conservation ou de contrôles sur les industries pétrolières existantes. Nous aussi serons bientôt victimes du chantage, tant de nos compagnies nationales que des compagnies internationales.

Cela montre qu'il importe pour nous de conserver une participation considérable dans l'industrie pétrolière canadienne. Le député de Don Valley (M. Kaplan) a laissé entendre que le gouvernement pourrait la régler. Depuis longtemps, le gouvernement réglemente ainsi les gaz et les pétroles. Après avoir examiné la situation, il y a lieu de conclure que l'Office national de l'énergie a été dupe des compagnies pétrolières. Celles-ci ont remporté toutes les étapes de la bataille.

L'hon. M. Greene: C'est une honte!

M. Saltsman: Oui, c'est honteux pour l'Office national de l'énergie et pour le gouvernement, qui se soustrait à ses propres responsabilités.

L'hon. M. Greene: C'est une honte!

M. Saltsman: Il y a une audience qui se tient présentement devant l'Office national de l'énergie.

L'hon. M. Greene: Vous attaquez des fonctionnaires.

M. Saltsman: Je n'attaque pas des fonctionnaires, mais les stupides politiciens de ce côté-là de la Chambre.

L'hon. M. Greene: Nous ne sommes pas membres de l'Office national de l'énergie.

M. Saltsman: Voilà ceux qui demeurent oisifs pendant que le pays est liquidé. Je défie le ministre de se lever ce soir et de nous dire ce qu'il entend faire au sujet de l'industrie pétrolière au Canada. Je m'étais proposé de souligner ce qui s'était produit avant la constitution de l'Office national de l'énergie. Après 1966, à la suite d'un long débat qui s'est déroulé à la Chambre sur la construction d'un gazoduc national, le gouvernement a décidé de construire une route qui passerait par les États-Unis, mais moyennant certaines conditions. Maintenant, la société Trans-Canada Pipeline ne livre pas la quantité de gaz requise au Canada malgré ses promesses d'alors. D'après ce marché global, la quantité livrée pouvait augmenter moyennant une hausse du prix. C'est ce que les sociétés veulent. Ce n'est pas ce qui a été décidé en 1966.

Comment le gouvernement se propose-t-il de débrouiller cet enchevêtrement? Je crois que le problème sera résolu comme de coutume: les sociétés pétrolières obtiendront ce qu'elles veulent. Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) a examiné l'industrie pétrolière au regard du Livre blanc. Ce Livre blanc n'a pas été appliqué, et il n'a pas été discuté de longtemps. Pourquoi l'industrie pétrolière du Canada a-t-elle été vendue à des financiers des États-Unis? On a prétendu que cela se rattachait d'une certaine façon à la structure fiscale. A mon avis, cela ne s'est pas produit à cause des impôts. Le montant des impôts versés par l'industrie pétrolière au Canada a diminué. La documentation contenue dans le livre «Choice for Canada» de Walter Gordon nous indique quel apport fiscal les sociétés pétrolières ont représenté pour le Canada. En conséquence, il ne s'agit pas d'un problème fiscal. On ne changera rien à la situation en grevant d'impôts l'industrie pétrolière.

• (9.30 p.m.)

La vérité, c'est qu'une société canadienne ne disposant que de ses propres ressources ne saurait, économiquement parlant, faire face à la concurrence alors que le processus de cartellisation se poursuit à travers le monde. Pendant des années, la Home Oil s'est adressée au peuple et au gouvernement canadiens en ces termes: «Construisez un pipe-line jusqu'à Montréal, donnez-nous une chance, car autrement nous devons nous incliner devant les intérêts internationaux qui décrètent où il convient et où il ne convient pas d'expédier le pétrole». Nous avons refusé l'oléoduc de Montréal. Pourquoi? Est-ce parce que ce pipe-line n'était pas rentable au point de vue économique? Dans l'industrie pétrolière, on ne parle pas de choses non rentables au point de vue économique. Cette